



Le 13 octobre, mobilisons nous aussi pour une transition écologique juste et contre les politiques d'austérité.

Le 13 octobre, l'intersyndicale nationale, avec le mouvement syndical européen, appelle à se mobiliser **pour les salaires, l'égalité professionnelle femme/homme, la solidarité, une transition écologique juste et contre les politiques d'austérité.**



Le réchauffement climatique est la traduction d'une hausse mondiale des émissions de CO₂, qui se poursuit malgré les engagements pris par les gouvernements des pays participants aux COP, mais pas tenus...

Le constat est sans appel :

- records de température, sécheresses, incendies
 - tempêtes, inondations, tornades...
 - accélération de l'effondrement de la biodiversité
- Les prévisions du GIEC se confirment.

L'été 2023 et la récente catastrophe climatique méditerranéenne viennent de nous en donner une nouvelle preuve irréfutable.

Or il n'y a pas de planète B !

Il y a urgence à basculer vers des modes de consommation et de production qui ne soient plus dépendants des énergies fossiles, pour favoriser l'efficacité et une sobriété énergétique collective.

Repenser nos modes de production, en prenant soin de notre environnement, c'est aussi prendre soin de notre santé, de nos conditions de travail et de notre cadre de vie.

Pour la FSU, la rupture écologique et sociale ne peut s'engager sans s'attaquer aux inégalités économiques. Les premiers responsables des émissions doivent être les principaux contributeurs financiers.

Par exemple les multinationales du pétrole engrangent des profits records en alimentant la hausse des prix, tout en étant les premières responsables du dérèglement climatique. Plus globalement, les conditions de production et d'échange à l'échelle mondiale doivent être repensées dans une perspective sociale et environnementale.

Ce sont aussi les ultra riches qui polluent le plus: outre leurs modes de vie ostentatoires et énergivores (yachts, usages immodérés des jets et hélicoptères privés,...), le patrimoine des 1 % les plus riches du monde émet 50 % des gaz à effet de serre !

Quelques chiffres éloquentes :

- **besoins en investissement** pour la rénovation thermique dans les bâtiments publics, simplement pour respecter les normes en vigueur (liste non exhaustive, données issues de rapports officiels) :
 - pour le bâti scolaire 40 milliards (4 milliards par an pendant dix ans)
 - pour le bâti universitaire : entre 7 et 15 milliards selon les rapportsauxquels il faut ajouter le bâti des services de l'État, celui des hôpitaux et EHPAD publics, des collectivités territoriales hors établissements scolaires, etc. (aucun chiffrage officiel global)

Globalement, selon le rapport (officiel) Pisani-Ferry & Mahfouz, pour arriver à la neutralité carbone en 2050, il faut **investir jusqu'à 66 milliards supplémentaires par an d'ici 2030**. Pour 2024, le gouvernement en prévoit 7...

- **baisse des recettes de l'État** en 2024 par rapport à 2017 : **50 milliards** en moins (en raison des baisses d'impôts bénéficiant aux plus riches et aux grandes entreprises)



- **montant annuel estimé de l'évasion fiscale** en France : 80 milliards (et 1 000 milliards pour l'ensemble de l'Europe)

- **montant des diverses aides consenties aux entreprises** depuis 2019 : au moins **160 milliards par an**

- **Montant des dividendes et rachats d'actions** versées par les entreprises du CAC 40, en milliards d'euros :

2020	2021	2022
60,2	69,3	80,4

Un impôt sur les superprofits des grandes entreprises françaises **pourrait ramener entre 10 et 20 milliards** dans les caisses de l'État.

Au vu des profits réalisés et des dividendes reversés, c'est possible !





Le 13 octobre, mobilisons nous aussi pour une transition écologique juste et contre les politiques d'austérité.

Les services publics constituent des outils efficaces de justice sociale et climatique :

Puisque les premières victimes des dérèglements écologiques sont les plus pauvres, l'égalité sociale a besoin d'une action déterminée, pour préserver le climat et la biodiversité ! La satisfaction des besoins sociaux et environnementaux doit être une priorité de nos sociétés.

De par leur proximité, leur accessibilité, leur caractère désintéressé,
les services publics sont de formidables atouts pour une bifurcation écologique socialement juste.

- Ils n'ont pas de dépenses de publicité à faire, et pas d'actionnaires à rémunérer (toujours plus!) : le coût des services publics est donc le moins cher pour les usagers, à prestation égale

- Pauvres et riches peuvent en bénéficier, à égalité

- financés par l'argent public, ils peuvent (si on leur en donne les moyens) mettre en œuvre des investissements de long terme utiles à toutes et tous, et créateurs d'emplois, là où les entreprises privées n'agissent que si c'est rentable pour elles : rénovation thermique des bâtiments publics, développement des transports en commun,...

- Ils sont facteurs de lien social et de solidarité, éléments essentiels à un fonctionnement apaisé de la société.

L'absence de services publics dans les quartiers populaires ou les zones rurales participe de leur relégation

Pour la FSU, la transition écologique sera sociale ou ne sera pas !



C'est pourquoi elle appelle les agent-es des services publics à se mobiliser le 13/10 pour **faire entendre** au gouvernement français et à tous les gouvernements européens **notre refus des politiques d'austérité** qui empêchent la mise en oeuvre des investissements nécessaires à l'urgente bifurcation écologique et **notre volonté d'action publique pour la justice sociale et climatique**.

